

bec fait disparaître cette obligation pour cette dernière; que notre législature ayant autorisé la ville de Québec, à prendre de l'eau pour son aqueduc dans la rivière St-Charles, elle lui a donné des droits qui dérogent de l'art. 503 C. civ. et qu'en conséquence la défenderesse y peut puiser tout l'eau dont elle a besoin sans être responsable des dommages qui en sont la conséquence puisque cet acte est légal et autorisé par la loi.

Si nous référons à la loi 29 Vict., ch. 57, passée en 1865 et intitulée "Acte pour amender et refondre les dispositions contenues dans les actes et ordonnances concernant l'incorporation de la cité de Québec et l'aqueduc de ladite cité" nous constatons quels sont les pouvoirs qui lui ont été accordés à la section 36 par notre législature au sujet de cet aqueduc. [Le juge énumère ici les pouvoirs que cette section 36 contient. Il fait aussi une revue des lois amendant la charte de la cité de Québec, et trouve qu'elles n'ont pas modifié les pouvoirs ci-dessus mentionnés].

Il résulte donc de cette législation, 1. que les pouvoirs accordés à la défenderesse, pour la construction et le maintien de son aqueduc ne dérogent en aucune manière aux droits accordés par l'art. 503 C. civ., et que dans l'exercice de ses pouvoirs, la défenderesse est soumise au droit commun, c'est-à-dire à l'obligation de payer les dommages qu'elle peut causer; 2. que l'art. 45 de la loi 7 Ed. VII ch. 62 ne s'applique pas aux poursuites instituées contre la défenderesse pour réclamer les dommages susdits, mais que ces poursuites sont soumises aux dispositions de l'art. 35 de la loi 29 Vict., ch. 57 qui n'a pas été abrogé et qui est encore en vigueur.

En 1894, dans une cause de *Godfroi Tremblay v. La cité de Québec*, dans laquelle le jugement de l'honorable juge Casault n'a pas été rapporté, mais se trouve consigné au